

Pauvreté/humanitaire

La neutralité politique : pas si neutre que ça...

Peut-on lutter contre la pauvreté tout en se disant « neutre », ou en se passant d'une analyse des rapports de force à l'œuvre dans la société ? Est-il possible et souhaitable de mettre la critique politique entre parenthèses, sous prétexte d'efficacité dans l'action ?

Avec le soutien de la



*« Bien sûr, faire de la politique, c'est courir le risque de se tromper.
Mais ne pas en faire, c'est être sûr de se tromper. »
Albert Jacquard*

Organisations d'aide humanitaire, opérations médiatiques d'appel à la générosité, initiatives en transition... *A priori*, peu de choses unissent ces trois types d'action. Une même option les rapproche toutefois : dans des registres différents et avec des nuances, tous trois affichent la volonté de ne pas se mêler des débats à consonance politique. Les raisons de ce choix sont différentes sous certains aspects, mais présentent aussi des parallélismes.

2

Ce qui est spécifique tient surtout aux objectifs que se fixent ces organisations :

- L'aide humanitaire a pour but premier de sauver des vies. Elle revendique donc sa non-appartenance à une quelconque mouvance politique ou philosophique afin de bénéficier d'une vaste marge de manœuvre.
- Les actions médiatiques sont, par définition, des processus de communication (qui ont donc pour but sous-jacent de plaire au public). On n'est donc essentiellement dans l'image et un certain type de message, à faire passer très largement, et donc souvent extrêmement concis (voire simpliste).
- Les initiatives en transition (IT) ont pour but de proposer des projets concrets pour changer la société, dans un contexte où les institutions politiques apparaissent sclérosées.

Dans chacun de ces cas, l'action en tant que telle n'est donc pas « neutre » (aucun acte ne l'est) mais elle est dite apolitique, au sens où, dans le cas de l'aide humanitaire et des actions médiatiques, ce n'est pas l'organisation politique de la société qui est visée et, surtout, que ces actions évitent d'être positionnées sur le traditionnel clivage gauche-droite. Les initiatives de Transition, elles, visent bien une transformation de la société, mais « par le bas » et non « par le haut » comme dans le fonctionnement politique traditionnel.

Ce qui est similaire pour les trois groupes :

- La volonté de rassembler le plus grand nombre, de fédérer.
- L'idée selon laquelle d'autres structures agissent au niveau politique et qu'il n'est pas nécessaire que toutes agissent *sur tous les fronts*.

Le choix de la neutralité, au sens d'éviter les controverses politiques, est-il opportun dans tous les cas ?¹

Pour ce qui concerne les liens entre les initiatives de Transition et la politique, nous renvoyons à l'analyse « Initiatives citoyennes : et le politique dans tout ça ? »

¹ Cette analyse, quelque peu impertinente, se veut non une critique stérile d'organisations honorables, mais une modeste contribution à la dynamique d'éducation permanente qui consiste, selon les termes de Christian Maurel, à « réveiller les contradictions, à les mettre en mots et en travail de transformation visant à les dépasser ».

publiée par Vivre Ensemble en 2016², en attendant qu'une prochaine analyse approfondisse peut-être encore la question. Nous nous concentrerons ici sur les deux autres modes d'action : l'aide d'urgence et les opérations médiatiques.

Aide d'urgence

1. Aux origines du mouvement

Solferino (nord de l'Italie), 1859.

« Des colonnes serrées se jettent les unes sur les autres, avec l'impétuosité d'un torrent dévastateur qui renverse tout sur son passage [...]. Ici c'est une lutte corps à corps, horrible, effroyable [...] il n'y a plus de quartier, c'est une boucherie, un combat de bêtes féroces, furieuses et ivres de sang [...]. Là c'est une lutte semblable, mais qui devient plus effrayante par l'approche d'un escadron de cavalerie [...]. Aux hennissements des chevaux se mêlent des vociférations, des cris de rage et des hurlements de douleur et de désespoir. [...] C'est dans ces nombreux hôpitaux de la Lombardie que l'on pouvait voir et apprendre à quel prix s'achète ce que les hommes appellent pompeusement la gloire et combien cette gloire se paie cher ! »

Le livre d'**Henry Dunant**, *Un souvenir de Solferino*, décrit avec beaucoup de réalisme l'horreur de la guerre. Néanmoins, il serait tombé dans l'oubli si, en fin d'ouvrage, l'auteur n'avait formulé quelques propositions, prémices de ce qui deviendra une organisation aujourd'hui mondialement connue : **la Croix-Rouge**.

Comme condition d'existence de cette organisation, l'aide aux victimes de la guerre devait, dès l'origine, être prodiguée sans distinction à destination des différentes factions concernées, et avec l'assurance de ne pas être attaquée. La neutralité a permis à l'époque un progrès immense, pour les blessés bien sûr, mais aussi d'un point de vue éthique : face à la souffrance et à la mort, la Croix-Rouge refuse de s'arrêter aux étiquettes « alliés » ou « ennemis » : tout être humain blessé doit être soigné et ne peut être abandonné en raison de son appartenance à tel ou tel camp.

Aujourd'hui, parmi ses sept principes de base, la Croix-Rouge affirme encore et toujours sa neutralité : « **Afin de garder la confiance de tous, le Mouvement s'abstient de prendre part aux hostilités et, en tout temps, aux controverses d'ordre politique, racial, religieux et idéologique.**³ »

Ce principe de neutralité est partagé par d'autres organisations humanitaires, comme Médecins sans frontières (MSF).⁴

² <https://vivre-ensemble.be/Initiatives-citoyennes-et-le-politique-dans-tout-ca>

³ <http://www.croix-rouge.be/la-croix-rouge/le-mouvement-croix-rouge/les-7-principes/>, consulté le 10.02.2017.

⁴ <http://msf-azg.be/fr/nos-principes-la-charte-de-msf>, consulté le 10.02.2017.

La neutralité des organismes d'aide humanitaire a souvent eu pour conséquence de vider leurs interventions de toute analyse à caractère politique, l'idée étant de gagner en efficacité. Mais ce qui a été prescrit dans un contexte de guerre est-il systématiquement transposable ? En tout cas, cette attitude n'a pas manqué de soulever de fortes critiques.

À partir du cas d'Haïti, Frédéric Thomas, chargé d'études au Centre tricontinental⁵, a décrit ce qu'il appelle « l'échec humanitaire ». Selon lui, « *l'humanitaire, en décrédibilisant toute action politique, toute réflexion globale, passe à côté de ce qui est le plus urgent et le plus efficace : mettre en œuvre des politiques publiques de prévention et gestion des crises, des politiques sociales de logement, d'éducation, de santé, d'agriculture, etc. En évacuant la question politique et du changement, l'humanitaire condamne un pays pauvre à la répétition des catastrophes, à la dépendance, à l'échec... et à la générosité de la communauté internationale.*⁶ »

À ne pas prendre en compte le contexte socio-politique dans lequel on intervient, les dégâts collatéraux peuvent être importants. Sur le moment et à plus long terme, l'action humanitaire menée avec tambours et trompettes médiatiques laisse peu de place à des interrogations politiques pourtant fondamentales : pourquoi un tremblement de terre tue-t-il beaucoup plus dans un pays pauvre que dans un pays riche ? Quelle est la responsabilité des pays riches dans l'extrême pauvreté et la déliquescence politique qui règnent en Haïti ? Que faut-il (contribuer à) mettre en place pour que ce type de catastrophe, inévitable soit moins meurtrière la prochaine fois ?

Cette critique repose sur l'observation d'un pays du Sud... Qu'en est-il au niveau belge ?

2. Action humanitaire et lutte contre la pauvreté

Fondée dans le cadre de conflits armés, la Croix-Rouge a élargi son champ d'action. En Belgique, plusieurs structures ont vu le jour, notamment les Maisons Croix-Rouge.

« *Par des actions concrètes, chaque jour, la Croix-Rouge agit pour améliorer les conditions d'existence des personnes les plus vulnérables. Les volontaires s'emploient à procurer, dans les délais les plus courts, une aide matérielle à toute personne en situation de détresse matérielle (faim, froid, perte brutale de logement, de ressources, sinistre suite à un incendie ou une inondation...).*⁷ »

⁵ www.cetri.be.

⁶ THOMAS F., *L'échec humanitaire*, version résumée consultée le 14.02.17, https://www.entraide.be/IMG/pdf/e_f_thomas_ecran.pdf

⁷ <http://www.croix-rouge.be/la-croix-rouge/la-croix-rouge-de-belgique/les-maisons-croix-rouge/>, consulté le 17.02.2017.

La Croix-Rouge organise également des campagnes de récolte de fonds. Fin 2016, son slogan était : « **Ensemble luttons contre la pauvreté** ». ⁸

Or, dès lors que la Croix-Rouge, comme d'autres organismes, s'intéresse à la lutte contre la précarité (et pas seulement aux secours à donner à des personnes en détresse), n'est-il pas légitime de se demander si le principe de neutralité n'est pas contradictoire avec cette ambition ?

Comme le rappelle le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté : « *La lutte contre la pauvreté est une question de **justice sociale et d'équité**, une question **d'accès et d'exercices aux droits** [sic], une question de **démocratie**.* ⁹ » Difficile d'allier ces notions à une neutralité visant à éviter les « controverses d'ordre politique » !
Que peut-on en déduire ?

- La Croix-Rouge agit *auprès* des personnes en situation précaire (ce qui est important et tout à fait louable) mais pas contre les *causes* de cette précarité.
- Lorsque la Croix-Rouge utilise le slogan précité, son but est surtout communicationnel. Mais ce type de communication laisse entendre que la lutte contre la pauvreté est affaire de dévouement et de générosité. Or, la Croix-Rouge ne se réclame d'aucun combat politique pour la justice sociale. Son slogan donne donc de la lutte contre la pauvreté une image très réductrice qui tend à conforter le public dans l'idée que la pauvreté est une affaire de personnes (donateurs et bénéficiaires) et non le résultat de choix politiques.

Henry Dunant, face à l'urgence d'intervenir et à l'ampleur du drame, ne s'est pas demandé comment éviter la guerre, pour se concentrer sur l'aide aux victimes. On peut aisément le comprendre. Le principe de neutralité est destiné à garantir une marge de manœuvre pour intervenir partout, tout le temps (tout en conservant l'estime d'un maximum de sympathisants et de donateurs).

Or, **le contexte qui a vu naître la Croix-Rouge (un conflit armé) est bien différent de celui dans lequel l'association évolue aujourd'hui** : l'ennemi n'est plus une autre nation mais un système global, qui produit massivement et structurellement les réalités auxquelles l'association tente de remédier. Un conflit armé, on le sait temporaire, même si certains durent des années. Le système capitaliste néolibéral, qui a l'inégalité sociale dans son ADN, se perpétue depuis des décennies et se radicalise d'année en année. Il est d'autant plus difficile à combattre que nous en sommes tous, à des degrés divers, les acteurs, consciemment ou non. Et si d'aucuns prédisent sa fin prochaine, une action uniquement palliative ne lui permet-elle pas de prolonger ses méfaits en évitant l'explosion sociale ? Dans ce contexte, peut-on se borner à des mesures d'assistance sans interroger les mécanismes à l'œuvre dans le processus d'appauvrissement ?

⁸ <http://www.croix-rouge.be/volontaires/news-agenda/news/ensemble-luttons-contre-la-pauvrete-la-campagne-de-fin-d-annee-de-la-croix-rouge/>, consulté le 16.02.2017.

⁹ <http://www.rwlp.be/index.php/accueil/positionnement-politique-du-rwlp>, consulté le 17.02.2017.

Aujourd'hui encore, les successeurs d'Henry Dunant évitent de s'interroger sur « comment éviter la pauvreté, les inégalités, l'injustice ? », pour se concentrer sur les conséquences... Cette option ne signifie pas que la Croix-Rouge, ou d'autres organisations du même type, s'abstiennent d'analyses critiques de la société. Mais elles ne s'en font pas les porte-voix, laissant cette tâche à d'autres organisations.

De surcroît, ce choix n'est pas immuable. Même les fervents défenseurs de la neutralité que sont la Croix-Rouge et MSF se sont, à l'occasion, démarqués de cette position de retrait. Elles ont notamment exprimé leur inquiétude par rapport à l'accord conclu entre l'Union européenne (UE) et la Turquie (mars 2016) afin de limiter l'arrivée de demandeurs d'asile en Europe. MSF est allée jusqu'à refuser une aide financière substantielle de la part des institutions européennes, entendant « *dénoncer l'accord "inhumain" passé entre l'UE et la Turquie dans le cadre de la "crise des réfugiés".*¹⁰ »

Les deux organisations se sont en outre prononcées en faveur de voies d'accès sûres et légales en Europe. Même si elles ne sortent pas ainsi de leur rôle, cette prise de position a une dimension politique et peut susciter la controverse¹¹.

« Grand-messes » de la générosité

Le gommage des causes de la pauvreté, évoqué ci-dessus, ne se cantonne pas aux limites de l'aide d'urgence : comme dans le cadre de catastrophes naturelles ou de la recherche sur des maladies, on organise désormais des shows médiatiques pour en appeler à la générosité face à la pauvreté ! Songeons notamment à l'opération *Viva for Life*, organisée au mois de décembre, à l'initiative de la RTBF. Malgré le succès grandissant de l'opération en matière de levée de fonds, beaucoup ont voulu en dénoncer les ambiguïtés.

Ainsi, André Linard, ancien secrétaire général du conseil de déontologie journalistique, y voit « le mythe libéral dans tout son cynisme : au nom du soi-disant salaire-poche et de la compétitivité, on diminue les cotisations payées par tous, on réduit les capacités d'action de l'État, on privatise les prestations, on accentue les besoins d'aide de ceux qui ne peuvent pas les payer et **on fait ensuite appel à la générosité du public** pour y répondre. Et le comble est atteint lorsque les acteurs politiques et économiques qui mènent ces politiques viennent remettre un don sous les applaudissements.¹² »

¹⁰ <http://www.lalibre.be/actu/international/crise-des-migrants-msf-n-acceptera-plus-les-fonds-de-l-ue-et-des-etats-membres-5763cccb35705701fd886b72>, consulté le 17.02.2017.

¹¹ <http://www.croix-rouge.be/actualites/nouvelles/l-accord-ue-turquie-un-manque-d-empathie-et-d-humanite/>, consulté le 17.02.2017.

¹² <http://plus.lesoir.be/76253/article/2017-01-05/la-solidarite-cest-aussi-une-affaire-detat>, consulté le 10.02.2017.

Comme dans le cas de l'aide humanitaire dans les pays du Sud, on évite soigneusement de froisser les susceptibilités, on esquivé les polémiques, on n'interroge pas les racines du problème... Selon André Linard, **« les opérations comme le Télévie, Cap 48 et Viva for Life ne posent pas cette question des causes parce que la réponse conduit inévitablement à évoquer des enjeux idéologiques et politiques. Ce serait source de désaccords alors qu'il faut au contraire rassembler le plus largement possible »**.

Dans un communiqué, en décembre 2015, Vivre Ensemble tirait également la sonnette d'alarme : *« Il n'est pas inutile de rappeler que la pauvreté n'est pas une fatalité, comme peut l'être une maladie ou un handicap. C'est pourtant ce que peut laisser entendre le fait d'organiser un Viva for Life dans le même esprit qu'un Télévie. La pauvreté est le résultat de choix politiques qui se sont durement confirmés ces dernières années. Les associations sont des outils précieux pour agir avec les personnes qui vivent cette situation de pauvreté [...]. Il revient au pouvoir politique de les financer suffisamment et durablement, autant qu'il lui revient d'agir sur les causes de l'appauvrissement par le renforcement de la sécurité sociale et des services publics. [...] Une opération ponctuelle de charité ne sera jamais aussi efficace qu'un financement structurel des associations de lutte contre la pauvreté. Au contraire, donner l'illusion que des opérations comme Viva For Life puissent sortir des enfants de la pauvreté affaiblit encore ces associations. Ce dont les associations ont besoin, c'est que leur action soit clairement reconnue et valorisée par les autorités dans une vision à long terme de la lutte contre la pauvreté.¹³ »*

Enfin, Christine Mahy, secrétaire générale du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, a également commenté l'opération sans ménagement : *« Non, Viva for life ne sortira pas les enfants de la pauvreté car Viva for life n'améliorera pas les conditions d'existence des ménages... Oui, seules des politiques structurelles qui s'engagent pour réduire les inégalités et ainsi faire disparaître la pauvreté peuvent obtenir ce résultat. Oui, il est possible de [les] réaliser dans un pays riche au sein duquel une fiscalité juste permettrait de rencontrer tous les besoins. La charité est une réponse indigne à une situation créée de toute pièce par des choix et décisions politiques, et ensuite par l'incurie politique incapable de réparer son allégeance au capitalisme et au néo-libéralisme.¹⁴ »*

Cependant, il serait par trop réducteur de n'adresser ces remarques qu'à la seule opération Viva for life. D'autres « grand-messes » de la générosité peuvent être citées. Au risque de s'attirer les foudres de l'opinion publique, on peut par exemple s'interroger sur les fameux concerts des « Enfoirés », destinés à récolter des fonds au profit des Restos du Cœur. Cet argument – la récolte de fonds –

¹³ <https://vivre-ensemble.be/Un-peu-moins-de-Viva-for-Life-un-peu-plus-de-subsides-publics-pour-les>, consulté le 25.08.2017.

¹⁴ <https://www.facebook.com/christine.mahy/posts/1502525029772781>, consulté le 17.02.2017.

laisse perplexe. Certes, ce concert offre une belle vitrine à l'association et les ventes de CD/DVD rapportent gros. Mais faut-il vraiment que des millionnaires fassent appel à la générosité du public, quand une infime partie de la fortune des stars qui participent à ce show suffirait à décupler les sommes récoltées ?¹⁵ Si ce n'est pour la « bonne cause », cette opération n'est-elle pas en fin de compte une tribune destinée à booster la popularité de ces généreuses « stars volontaires » ? Et que dire des recettes publicitaires engendrées par le spectacle – combien de centaines de milliers d'euros la chaîne de télédiffusion (TF1 en l'occurrence) perçoit-elle ?¹⁶ En fin de compte, cet appel à la générosité est-il donc si efficace ? Et surtout, quel sens cela a-t-il de chanter, le sourire aux lèvres et sous les acclamations, qu'« *aujourd'hui, on n'a plus le droit, ni d'avoir faim ni d'avoir froid* » ? L'ingénuité de la démarche a de quoi laisser perplexe, si elle n'est pas franchement cynique.

Bien sûr, les fonds – souvent substantiels – distribués par Viva for Life ont fait du bien à une série d'associations ; bien sûr, pouvoir compter sur « Les Enfoirés » permet aux Restos du cœur de répondre à une demande croissante... Mais l'absence totale de questionnement politique inhérente à ce type de spectacle (puisque c'en est un, avant tout) est vraiment dérangeante. La neutralité au service de la notoriété, en somme...

Conclusion

Pour les raisons stratégiques évoquées plus haut, une association ou un mouvement peut choisir de se tenir à l'écart du jeu des partis politiques. Cependant, sous l'apparente neutralité politique, il y a toujours un positionnement implicite.

L'aide humanitaire, à l'étranger ou chez nous, a toute sa place dans le paysage social et associatif : elle n'attend pas « le grand soir » pour offrir des « petits matins » un peu moins pénibles à des milliers de personnes.

Mais il est difficile de se cantonner dans une position de stricte neutralité dès lors qu'on est engagé dans une société donnée : dans le cas des réfugiés dont s'occupe MSF ou des pauvres de chez nous, ce sont des décisions politiques qui sont à l'origine des situations auxquelles les associations tentent de remédier. Peuvent-elles continuer à « changer les pansements » (souvent au sens propre pour MSF) sans demander aux responsables politiques de « penser le

¹⁵ Les revenus annuels (avant impôts) du chanteur/acteur Patrick Bruel, par exemple, sont évalués à 1,8 million d'euros, soit 104 années de travail au salaire minimum (smic). D'où l'appel de Mme Mahy, pour, avant tout, plus de justice fiscale... Cf. Observatoire des inégalités : http://www.inegalites.fr/spip.php?page=article&id_article=760, consulté le 07.03.17.

¹⁶ Pour l'édition 2017, les annonceurs devaient déboursier 145 000 euros bruts pour 30 secondes de spot publicitaire – mais en raison du coût de production de l'émission, assumé par TF1, il semblerait que le bénéfice pour la chaîne privée ne soit pas aussi important que pour d'autres programmes. Source : http://tvmag.lefigaro.fr/programme-tv/le-concert-des-enfoires-l-audience-de-l-annee-pour-tf1_81f7cd3e-ff51-11e6-9e12-eb6cf6f35910/, consulté le 06.03.2017.

changement » ? La neutralité a d'ailleurs ses limites : comme on l'a dit, MSF et la Croix-Rouge n'ont pu s'épargner de réagir à l'accord entre l'UE et la Turquie, car il impliquait une aggravation significative des conditions de vie des réfugiés et transformait ces derniers en monnaie d'échange, dépassant les limites du tolérable.

Viva for Life, en donnant de la lutte contre la pauvreté l'image d'une action de charité-spectacle, en gomme la dimension politique. Ce faisant, on peut affirmer qu'elle délivre en fait un message politique, « en creux » : elle cautionne, *de facto*, un modèle de société où la solidarité privée prime et où le politique n'intervient qu'à coups de chèques de temps en temps (des pansements), mais pas à coups de mesures de justice fiscale, par exemple (du changement). Viva for Life a donné un coup de pouce bienvenu à de nombreuses associations (dont certaines sont aussi des partenaires de Vivre Ensemble). Mais à quel prix ? Les dégâts collatéraux provoqués dans l'opinion publique par rapport aux enjeux réels de la lutte contre la pauvreté ne sont-ils pas, au bout du compte, contre-productifs ?

Aucun choix, aucune action n'est neutre et, en matière de lutte contre la pauvreté, la « neutralité » n'est jamais réelle. De plus, elle est difficilement tenable, dans un contexte où les options antisociales de nombreux gouvernements se radicalisent d'année en année.

Renato Pinto, Jean-Yves Buron, Isabelle Franck



Disponible sur www.vivre-ensemble.be
Contact : info@vivre-ensemble.be
02 227 66 80

Avec le soutien de la

